

**La Confédération Générale Italienne du Travail (CGIL) est le plus important syndicat italien, avec environ 5 750 000 inscrits. FIOM : Fédération syndicale internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie.

- (1) Antonio Gibelli, Berlusconi passato alla storia, Roma, Donzelli, 2010, pp.121
- (2) La catégorie gramscienne de « césarisme progressif » et de « césarisme régressif » pourrait être utile.
- (3) Les « amis » de Berlusconi : au niveau international, il faut rappeler ces extraordinaires exemples de démocratie que sont Poutine et Kadhafi, tous deux complices de notre président dans d'intrépides opérations économiques, mais également pour ce qui est de Poutine dans de minables déclarations politico-sexuelles à caractère exhibitionniste ; au niveau italien, je rappelle que Forza Italia a été fondé par des figures comme Cesare Previti, condamné pour corruption et interdit à perpétuité de toute fonction publique; et Marcello Dell'Utri condamné pour ses accointances avec la mafia.
- (4) Les biographies, les déclarations et les options politiques des principaux notables padaniens sont inquiétantes : celles de l'eurodéputé Borghezio, aux sympathies clairement fascistes, catholique traditionaliste et ami des fanatiques d'Europe centrale, sont exemplaires. Sur la Ligue du Nord, voir le beau volume de Lynda Dematteo L'Idiotie en politique. Subversion et néo-populisme en Italie, Paris, CNRS Editions-Ed.de la Maison des Sciences de l'homme, 2007, 255 pages.
- (5) Les scandales « sexuels » et les boutades de corps de garde des deux hommes sont innombrables, mais plutôt que de susciter le rejet, ils semblent leur attirer le consensus d'une opinion publique complice. Seule une partie du mouvement féministe réussit à réagir et à se battre contre l'atteinte faite aux femmes, depuis les « innocentes » blagues et le priapisme du Chef, jusqu'aux « féminicides » qui ensanglantent les maisons tant aimées des Italiens.



LE POPULISME

Kolja Lindner (*)

Doctorant au Centre Marc Bloch de Berlin.

Nicolas Sarkozy populiste ? Bien que la réponse affirmative à cette question fait l'objet d'une relative unanimité, les concepts mobilisés pour saisir le phénomène que représente l'actuel président français sont divers : « Starkozysme » (Olivier Duhamel/Michel Field), « Téléprésident » (François Jost/Denis Muzet), « L'hyperprésident » (Éric Maigret), « Sarkoberlusconisme » (Pierre Musso) etc. Toutes ces analyses constatent une importante capacité de Nicolas Sarkozy à capter l'attention, à mobiliser de l'identification, à séduire son public et à 'encapsuler du sens' dans des séquences linguistiques ou allégoriques ('travailler plus pour gagner plus', 'Kärcher'...).

Font en revanche défaut des analyses qui articulent cette technique de communication politique avec les rapports de domination, qu'il s'agisse de ceux de classe, de 'race' ou de genre. Le seul constat d'une certaine forme de communication politique ne suffit en effet pas pour saisir le phénomène du sarkozysme. Au contraire, il faut placer celui-ci dans le contexte d'une crise d'hégémonie à plusieurs niveaux. Dans son livre *La France en Révolte*, Stathis Kouvelakis a démontré que, depuis le milieu des années 1980, la société hexagonale fait face, à une « instabilité hégémonique » (p. 15) : l'implantation d'un régime d'accumulation néolibérale y suscite d'importantes résistances populaires. Les années 1980 sont également un moment clé pour comprendre la précarité de l'hégémonie dans un autre registre. Avec la 'Marche pour l'égalité et contre le racisme' de 1983, la question des discriminations raciales et de l'immigration postcoloniale a persévérément surgi dans le débat public. De plus, nous assistons depuis le tournant du nouveau millénaire, avec les débats sur le PACS et la parité, à une crise des arrangements traditionnels de genre conférant aux questions sexuelles une actualité politique de première importance.

La technique populiste de Nicolas Sarkozy et son ascension progressive au pouvoir à partir de 2002 est à resituer dans ce contexte. Le président de la République répond aux crises d'hégémonie exposées précédemment et cherche à les résoudre ou, au moins, à leur procurer des 'formes de mouvement' (dans le sens où le Marx du Capital parlait de « Bewegungsformen » pour les contradictions non résolues, mais fixées et ainsi empêchées d'éclater, sans toutefois être immobilisées). Pour saisir ce projet politique, un outil de théorie politique me semble aussi approprié que méconnu en France : le concept de 'populisme autoritaire' forgé par Stuart Hall. Dans la suite de ce texte, après un bref résumé de la discussion des cultural studies depuis la fin des années 1970 autour de la

politique thatchérienne qui a donné naissance au concept en question, je vais essayer de démontrer comment l'analyse du populisme sarkozyen pourrait s'enrichir des connaissances produites dans ce contexte britannique. Vu la destination éditoriale de cet article, il me semble utile d'étudier en particulier ici l'aspiration hégémonique du sarkozysme dans un registre spécifique de crise de direction politique : le champ du postcolonial.

Le théorème du populisme autoritaire

Dans leur analyse *Policing the crisis*, Stuart Hall et ses collaborateurs se sont interrogés sur les raisons pour lesquelles, dans la Grande Bretagne des années 1970, a pu surgir une 'panique morale' autour de la délinquance (imputée exclusivement à des auteurs issus de minorités racialisées), sans qu'une recrudescence quantitative ou qualitative du phénomène a pu être enregistrée. Suite à cette observation, les auteurs conçoivent les délits en question « non pas comme un fait, mais comme un rapport » (p. viii), un rapport entre l'acte déviant d'un côté et sa perception publique, les appareils étatiques de contrôle et les instances de répression de l'autre. L'attention accrue à la délinquance est ainsi révélatrice d'un changement dans « la relation entre les appareils politico-juridiques, l'instance du politique, les formes de consentement, de légitimation, de coercition et de domination - les éléments qui contribuent au maintien ou à la désintégration d'un mode spécifique d'hégémonie » (p. 196). Les auteurs de *Policing the crisis* constatent donc un glissement d'une gestion consensuelle des conflits à une direction marquée de coercition et contrôle, d'un 'consensus administré' à un « dissentiment administré » (p. 320).

Cette situation, à plusieurs égards comparable à celle qu'a connue la France lors de la campagne présidentielle de 2002, a favorisé la prise du pouvoir de Margaret Thatcher, dont la politique est désormais analysée en termes de « populisme autoritaire ». En décembre 1986, Stuart Hall écrit rétrospectivement dans la revue *Marxism Today* : « Le populisme autoritaire a été une manière de caractériser la nouvelle forme de politique hégémonique qui a émergé sur la scène britannique avec la formation de la 'nouvelle droite' au milieu des années 1970. Il saisissait un changement dans l'équilibre des forces sociales et politiques ainsi que dans les formes d'autorité politique et de régulation sociale telles qu'elles sont institutionnalisées dans la société à travers l'État. Le populisme autoritaire incluait une tentative de déplacer le centre de gravitation dans la société et dans l'État vers le pôle 'autoritaire' de régulation. Il essayait d'imposer un

AUTORITAIRE DE NICOLAS SARKOZY

nouveau régime de discipline sociale et de commandement 'd'en haut' dans une société de plus en plus vécue comme manquant de direction et de contrôle. La partie 'populiste' de cette stratégie exigeait cependant que ce mouvement vers de nouvelles formes d'autorité et de régulation sociale 'd'en haut' soit ancré dans des peurs populaires et anxietés 'd'en bas'. Ce mouvement pour lequel la dérive vers une société d'ordre était un net indice, a été essentiellement caractérisé par le fait que le désarrimage vers une discipline sociale renforcée devrait se faire tout en maintenant le chichi formel de l'État libéral-démocratique. » (p. 14)

En somme, le populisme autoritaire constitue un projet politique pour regagner l'hégémonie en prenant en compte les aspirations populaires. Dans l'article « The Empire Strikes Back » publié dans le *New Socialist* de juillet-août 1982, Stuart Hall précise que le thatcherisme visait « à fonder directement des politiques néolibérales dans un appel 'au peuple', à les enraciner dans les catégories essentialistes de l'expérience du sens commun et du moralisme pratique - et à édifier (et non seulement de réveiller) ainsi un 'peuple' particulier, constitué de classes, groupes et intérêts ».

En s'appuyant sur la théorie des discours d'Ernesto Laclau, Stuart Hall soutient que l'unité d'un système idéologique, qui n'est pas à l'abri des contradictions internes, se construit par une 'interpellation' spécifique des sujets. Celle-ci procède par une 'densification' dans laquelle une interpellation en rappelle une autre : par exemple une interpellation politique fait écho à une interpellation religieuse précédente. Le populisme autoritaire en tant que système idéologique crée ainsi une cohérence de renvoi. Avec son assemblage de différents discours, il s'engage, comme l'écrit Stuart Hall dans un de ses rares textes disponibles en français, dans « le travail de production de nouvelles positions du sujet et dans la transformation des subjectivités ». Il peut ainsi aboutir à une constitution de « nouvelles positions de sujet à partir desquelles ses discours sur le monde font sens » (« Le crapaud dans le jardin : thatcherisme et théorie ». In : Stuart Hall : Identités et Cultures. Politiques des cultural studies, p. 247)

Ainsi le populisme autoritaire forme son propre ensemble politique : « En développant des pratiques qui articulent des différences dans une volonté collective ou en produisant des discours qui condensent une sélection de différentes connotations, les conditions dispersées de pratique de différents groupes sociaux peuvent effectivement être coordonnées d'une manière que les forces sociales ne deviennent pas simplement une classe 'en soi', positionnée par d'autres rapports sur lesquels elle n'a pas de contrôle. Cette classe devient éga-

lement capable de s'inventer comme une force historique, une classe 'pour soi', apte à établir des nouveaux projets collectifs. » (Stuart Hall : « Signification, Représentation, Ideology : Althusser and the Post-Structuralist Debates ». In : *Critical Studies in Mass Communication*, vol. 2, no. 2, juin 1985, p. 96)

mondiale et les fêtes nationales, tel que le dernier 14 Juillet.

Si l'idéologie 'interpelle' les individus en tant que sujets - le sujet étant à la fois un centre d'initiatives et un être assujéti -, les discours mémoriels de Nicolas Sarkozy sont une opération idéologique. Les subalternes sont appelés à s'inscrire, avec leur



Sarkozy postcolonial

L'effort de Stuart Hall consistant à concilier la théorie d'hégémonie d'Antonio Gramsci avec celle d'idéologie de Louis Althusser tout en les tournant vers l'analyse concrète d'un projet de domination politique me semble particulièrement pertinent pour l'étude critique du populisme de Nicolas Sarkozy. Prenons pour illustration l'exemple de ses interventions concernant le passé colonial, sujet qui renvoie aux débats récurrents sur l'immigration et les discriminations raciales.

Les discours tenus sur ces questions par Nicolas Sarkozy, tels que ceux de Toulon (7/2/2007) et de Dakar (26/7/2007), font d'abord la preuve d'une simple glorification du colonialisme. Mais outre cette tradition droitière bien connue, nous trouvons dans les discours sarkozystes une autre dimension : celle de la récupération d'une mémoire subalterne. Depuis la présidence de Nicolas Sarkozy, les commémorations de la Seconde Guerre mondiale incluent systématiquement les soldats coloniaux (par exemple les discours des 8 Mai 2008, 2009 et 2010). Il en est de même pour les commémorations de la Première Guerre

mémoire, dans l'histoire nationale. De nouvelles 'interpellations' nationales sont ainsi esquissées, permettant à toutes les parties de la population française, minorités issues de la colonisation incluses, à se percevoir comme partie intégrante d'un projet national qui se construit de son côté de nouveau contre 'les autres'.

C'est la raison pour laquelle il est trop simpliste de se scandaliser uniquement des traits racistes du sarkozysme, la 'panique morale' au sujet des Roms cet été en étant le dernier exemple. Il s'agit bien davantage d'identifier un projet politique qui essaie d'articuler de manière autoritaire-populiste les pratiques de différents groupes sociaux. C'est ce que nous observons dans les discours sarkozystes commémorant les soldats coloniaux. Ils coordonnent des pratiques divergentes, plus précisément des différentes pratiques mémorielles : celles, plutôt classiques, commémorant les guerres mondiales, et celles qui recourent à la mémoire subalterne (de la colonisation). Gérard Noiriel, dans son livre *A quoi sert « l'identité nationale »*, a démontré la logique de cette opération discursive : Nicolas Sarkozy s'est approprié l'idée « que l'immi-

gration était une composante légitime de la mémoire nationale » - mais en l'utilisant à des fins spécifiques, à savoir pour opposer « les Français issus des immigrations passées, qui ont fait l'effort de s'intégrer en devenant riches et puissantes, et les nouveaux immigrants, qui ne respectent pas la loi et vivent dans la misère parce qu'ils ne font rien pour s'en sortir » (p. 140).

L'inclusion des soldats coloniaux dans les commémorations nationales est un exemple concret de cette manière particulière par laquelle Nicolas Sarkozy recherche l'hégémonie. En prenant en compte les aspirations mémorielles des minorités racialisées, le président français est capable de présenter une forme discursive à but hégémonique qui effectue une association contradictoire dans laquelle prime la domination, mais qui propose également un exutoire pour les subalternes.

Cet effort politique ne se réduit pas aux seuls discours. Il se trouve également dans les rapports de commissions qui visent à réformer les commémorations nationales et l'enseignement de l'histoire, tels que le 'Rapport d'information au nom de la mission d'information sur les questions mémorielles' coordonné par Bernard Accoyer en 2008 et le 'Rapport de la commission de réflexion sur la modernisation des commémorations publiques' dirigé la même année par André Kaspi.

Ces rapports prennent en effet note d'une croissante demande de reconnaissance des minorités racialisées du passé de leurs ancêtres. Se souciant de l'« unité spirituelle » de la France (p. 25), la commission Kaspi propose une concentration des commé-

morations nationales sur trois dates (le 14 Juillet, le 11 Novembre et le 8 Mai) tout en élargissant leur signification par l'inclusion du fait colonial, réduit aux soldats coloniaux. La commission Accoyer dénomme cette opération « un appel au rassemblement autour d'une histoire nationale » dont elle espère « un renforcement du sentiment d'appartenance collective des citoyens à la nation » (p. 67).

Pour l'instant, nous attendons toujours la mise en application réglementaire de ces propos. Ils sont néanmoins l'indice d'une stratégie autoritaire-populiste dans le sens entendu par Stuart Hall. Reste à voir si cette stratégie s'avère vraiment capable de s'attaquer aux crises hégémoniques en France, de proposer de nouveaux « équilibres de compromis » (Gramsci) qui tiennent la route. Le récent mouvement social à propos de la réforme des retraites suggère que le projet hégémonique de Nicolas Sarkozy a au moins partiellement échoué.

Quelques textes du débat sur le populisme autoritaire ont été publiés aux Éditions Amsterdam en 2008 (Stuart Hall : Le populisme autoritaire. Puissance de la droite et impuissance de la gauche au temps du thatcherisme et du blairisme).

(*)Kolja Lindner est doctorant au Centre Marc Bloch de Berlin. Sa production scientifique est accessible sous http://halshs.archives-ouvertes.fr/export_listeperso_xml.php?url_id=0000000004079

OUVRAGES SUR LE SARKOZYSME

L'Afrique répond à Sarkozy : contre le discours de Dakar, éd. Philippe Rey, 2009, 479 p. 6,90 euro.

BADIOU Alain, De quoi Sarkozy est-il le nom ? : Circonstances, 4, Lignes, 2007, 157 p. 14 euro.

CALVET Louis-Jean, VÉRONIS Jean, Les mots de Nicolas Sarkozy, Le Seuil, 2008, 175 p. 16 euro.

CHOLLET Mona, Rêves de droite : défaire l'imaginaire sarkozyste, Zones, 2008, 152 p. 12 euro.

CHRÉTIEN Jean-Pierre (dir.), L'Afrique de Sarkozy : un déni d'histoire, Karthala, coll. Disputatio, 2008, 203 p. 18 euro.

DE COCK Laurence, MADELINE Fanny, OFFENSTADT Nicolas, WAHNICH Sophie (dir.), Comment Nicolas Sarkozy écrit l'histoire de France : dictionnaire critique, Agone, coll. Passé & présent, 2008, 203 p. 15 euro.

« **Dictionnaire du sarkozysme** », Lignes n° 33, 2010, 166 p. 19 euro.

FONTENELLE Sébastien, La position du penseur couché : petites philosophies du sarkozysme, Libertalia, 2007, 195 p. 7 euro.

FOUTOYET Samuël, Nicolas Sarkozy ou la Françafrique décomplexée, Tribord, coll. Flibuste, 2009, 153 p. 4,50 euro.

MEDIAPART, PLENEL Edwy (dir.), N'oubliez pas ! : faits & gestes de la présidence de Sarkozy. Décryptage au jour le jour d'une contre-révolution, éd. Don Quichotte, 2010, 303 p. 19,90 euro.

« **La new droite : une révolution conservatrice à la française ?** », Mouvements n° 52, La Découverte, 2007, 176 p. 15 euro.

PINÇON Michel, PINÇON-CHARLOT Monique, Le président des riches : enquête sur l'oligarchie dans la France de Sarkozy, Zones, 2010, 223 p. 14 euro.

PORTELLI Serge, Le sarkozysme sans Sarkozy, Grasset, 2009, 270 p. 18 euro.

LIBRAIRIE LE POINT DU JOUR
58, rue Gay-Lussac
75005 PARIS

A lire également dans le n°275 de Différences de juillet-août-septembre, l'article d'André Tosel :

Un nouveau pas vers la désémancipation : la stratégie de guerre civile préventive du régime sarkozien

